

UNIVERSITE LUMIERE LYON 2
ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2017

I - PRESENTATION DE L'UNIVERSITE ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1.1 Présentation de l'Université

L'Université Lumière Lyon 2 compte 28 056 étudiants inscrits à titre principal pour l'année universitaire 2016/2017.

Disposant d'une superficie de locaux de 140 751 m² (SHON) répartis sur deux campus, elle propose, dans quatre grands domaines de formation – Arts, lettres, langues – Droit, économie, gestion – Sciences humaines et sociales – Sciences, Technologies, Santé – un large choix de formations : 38 diplômes de licences, 20 diplômes de licences professionnelles, 140 spécialités de masters, 10 spécialités de DUT et 49 spécialités de DU, dispensées au sein de 6 facultés et 6 instituts.

L'Université consacre également une large part de son activité à la recherche : 33 laboratoires et 4 regroupements fédératifs orientés principalement dans le domaine des sciences humaines et sociales ainsi que 7 écoles doctorales.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

La comparabilité des comptes par rapport à l'exercice précédent est affectée par l'application de la présentation des comptes financiers comme l'exige le recueil des normes comptables pour les établissements publics (cf. tableau de concordance à la fin du document).

Un certain nombre de financements externes non rattachables à des actifs clairement identifiables (issus en particulier de dotations et compléments de dotations de l'Etat antérieurs à l'instruction sur les financements externes) sont retraités en 2017 en report à nouveau. Ce retraitement n'a aucune incidence sur le volume des fonds propres ni sur le fonds de roulement.

Correction d'erreur : néant

II - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

2.1 Principes comptables

Les comptes annuels ont été préparés conformément aux dispositions de la M9 en matière de réglementation budgétaire, financière et comptable des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel ainsi qu'aux principes comptables généralement admis en France (Plan comptable général résultant du CRC 99-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Application du Recueil des Normes Comptables pour les Etablissements Publics à compter du 1^{er} janvier 2016 :

Le recueil des normes comptables, pour les organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1^{er} du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, est applicable aux états financiers à compter du 1^{er} janvier 2016 (exercice clos le 31 décembre 2016), avec possibilité, à titre dérogatoire en 2016, de différer l'application de certaines dispositions comme le prévoit l'article 4 de l'arrêté du 1^{er} juillet 2015 portant adoption de ce recueil.

L'Université a appliqué l'ensemble des dispositions de l'instruction comptable commune au 31 décembre 2017.

Les principaux changements portent sur la présentation de nouveaux formats du bilan et du compte de résultat. Ces changements de présentation, qui résultent de l'adoption de la norme 1 du nouveau recueil des normes comptables, constituent un changement de méthode comptable.

Afin d'assurer une meilleure lisibilité, l'établissement a présenté un bilan et un compte de résultat 2016 retraité. Par ailleurs, le tableau joint en fin de document permet de rapprocher les informations comparatives 2016 présentées cette année avec les comptes annuels de l'exercice précédent.

2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'achat, hors frais accessoires et frais financiers.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée d'utilisation estimée soit entre 3 et 5 ans.

Les logiciels sont amortis linéairement sur une durée de 3 ans.

2.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (coût d'achat et de mise en service).

Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés sur la durée estimée d'utilisation des biens, selon le mode linéaire correspondant à l'amortissement économique des biens.

Les durées d'utilisation des biens définies pour chaque catégorie d'immobilisation, les plus généralement retenues peuvent être résumées comme suit :

- constructions de bâtiment	30 ans
- installations générales, agencements et aménagements	20 ans
- installations techniques complexes	10 ans
- mobilier de bureau	10 ans
- matériel scientifique	10 ans
- matériel de bureau	10 ans
- matériel d'enseignement	5 ans
- matériel de transport	5 ans
- outillage	5 ans
- matériel informatique/matériel audiovisuel	5 ans

2.4 Patrimoine immobilier confié en dotation par l'Etat

L'Université Lumière Lyon 2 s'est vue confier en affectation un patrimoine immobilier par l'Etat. En Février 2010, ce patrimoine a fait l'objet d'une première évaluation par France Domaine, expert mandaté par l'Etat, pour une valeur de M€ 137.

Une deuxième évaluation du patrimoine a été réalisée en avril 2014 pour un montant de M€ 90. En l'absence d'informations sur l'origine des écarts observés et dans l'attente d'éléments de la part de France Domaine, le patrimoine immobilier affecté n'a pas encore été intégré dans les comptes de l'université.

2.5 Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque leur valeur d'usage est inférieure à la valeur comptable.

2.6 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Elles sont dépréciées en fonction des risques de non recouvrement, appréciés au cas par cas.

2.7 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement, obtenues pour participer au financement d'une immobilisation amortissable, sont inscrites au bilan dans la ligne « Subventions d'investissement » et reprises au résultat sur la même durée et sur le même rythme que l'amortissement de l'immobilisation à laquelle celles-ci se réfèrent.

2.8 Fonds propres

Les fonds propres de l'établissement sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que les dons et legs en capital. Le traitement dit « de la neutralisation » concernant les dotations aux amortissements des actifs reçus en dotation par l'Etat n'impacte pas le résultat mais les fonds propres de l'établissement.

2.9 Provisions

D'une manière générale, chacun des litiges connus, dans lesquels l'établissement est impliqué, a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes par la direction, et le cas échéant, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés.

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise dès lors que cumulativement :

- l'établissement a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci,
- l'estimation de l'obligation est suffisamment fiable.

2.10 Charges à payer et produits à recevoir

Les charges à payer correspondent principalement :

- aux charges de personnel à payer en 2018 au titre des droits et rémunérations acquis en 2017 (heures complémentaires et vacations, primes, rappels de traitement),
- à la provision pour CET pour sa partie monétisable et sa partie non monétisable évaluée à la clôture des comptes,
- à la provision pour congés non pris pour les personnels titulaires et contractuels non enseignants.

Les enseignants-chercheurs perçoivent une rémunération forfaitaire. Leurs droits à congés ne font en général pas l'objet d'un suivi dédié compte tenu du statut de ces personnels. S'agissant d'un cas exceptionnel où aucune évaluation fiable du montant de l'obligation au titre des droits à congés des enseignants-chercheurs ne peut être réalisée, aucun passif n'a été comptabilisé à ce stade dans les comptes de l'établissement.

Les produits à recevoir correspondent principalement aux recettes de formation continue non encore émises.

2.11 Chiffre d'affaires

Les recettes sont généralement constatées :

- lors de l'encaissement des droits universitaires à hauteur de 4/10ème en produit à la clôture de l'exercice et à hauteur de 6/10ème en produits constatés d'avance,
- à l'avancement de la formation pour la formation continue et l'apprentissage,
- à la mise à disposition de personnel,
- à la réalisation de la prestation pour les autres prestations.

2.12 Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation sont principalement constituées :

- des subventions de l'Etat, des collectivités publiques et des organismes internationaux qui sont comptabilisées :
 - à la clôture de l'exercice, à hauteur des dépenses de fonctionnement et de personnel réalisées, dans le cas où elles sont subordonnées à la réalisation de conditions,
 - à réception de l'avis d'attribution de subvention dans les autres cas.
- de la taxe d'apprentissage dont le produit n'est reconnu qu'à hauteur des dépenses engagées à ce titre au cours de l'exercice. Ce principe repose sur le fait que les recettes provenant de la taxe d'apprentissage ne sont considérées comme définitivement acquises aux établissements que dans la mesure où ces derniers les ont utilisées pour financer la formation professionnelle.

III - NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, principalement constituées de logiciels, représentent une valeur brute de K€ 3 128 au 31 décembre 2017 contre K€ 2 793 au 31 décembre 2016.

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à K€ 421 et correspondent à des achats de licences informatiques.

La dotation aux amortissements s'élève à K€ 105 pour l'exercice 2017.

3.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles (hors immobilisations en cours) représentent une valeur brute de K€ 154 307 au 31 décembre 2017 pour une valeur nette de K€ 69 050, contre respectivement K€ 131 344 et K€ 52 048 au 31 décembre 2016.

Les acquisitions de l'exercice se sont élevées à K€ 4 065.

Les immobilisations en cours de K€ 5 914 au 31 décembre 2017 sont essentiellement relatives à l'opération Musée des Moulages, K€ 5 615.

Le bâtiment KL, K€ 18 974, a été mis en service en 2017.

Des sorties d'immobilisations ont été constatées pour K€ 304 en valeur brute et une valeur nette nulle.

La dotation aux amortissements relative à l'exercice 2017 a été de K€ 6 264.

3.3 Détail et échéance des créances

En K€	31-déc-17	31-déc-16
Clients	1 792	2 157
Sous total créances clients	1 792	2 157
Créances Etat (heures défiscalisées)	180	180
Créances liées aux subventions	721	1 763
Créances fiscales et sociales	206	175
Autres créances d'exploitation	2	16
Sous total autres créances	1 108	2 134
Total créances d'exploitation	2 901	4 290

L'ensemble des créances de l'université est à moins d'un an.

3.4 Fonds propres

La variation des fonds propres, hors provisions pour risques et charges, s'analyse comme suit :

(En K€)

Fonds propres au 31 décembre 2016	107 748
Variation nette des financements de l'actif (1)	-1 976
Résultat de l'exercice	5 320
Fonds propres au 31 décembre 2017	111 092

(1) *Variation nette des financements de l'actif :*

<i>Retraitement en RAN des financements non rattachables</i>	<i>K€ 344</i>
<i>+Financements reçus</i>	<i>K€ 883</i>
<i>- Subventions reprises au compte de résultat</i>	<i>K€ 3 203</i>

3.5 Provisions pour risques et charges

En K€	Provisions au 31/12/2016	Dotations exercice	Reprises exercice		Provisions au 31/12/2017
			Avec objet	Sans objet	
Provision ARE	0				0
Provisions pour risques	212	15		93	133
Provisions pour charges	0				0
Total	212	15		93	133

3.6 Détail et échéance des dettes

En K€	31-déc-17	31-déc-16
Dettes fournisseurs	142	138
Fournisseurs – factures non parvenues	824	511
Dettes sociales	4 738	5 148
Ressources affectées	0	0
Autres dettes d'exploitation	3 699	3 086
Total des dettes d'exploitation	9 403	8 883

L'ensemble des dettes de l'Université est à échéance à moins d'un an.
Les dettes relatives aux immobilisations sont considérées comme hors exploitation.

3.7 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à K€ 3 435 au 31 décembre 2017, dont K€ 3 061 correspondent à 6/10^{ème} des droits d'inscriptions encaissés entre juillet et décembre 2017 au titre de l'année universitaire 2017-2018.

3.8 Charges à payer et produits à recevoir

En K€	31-déc-17	31-déc-16
Factures non parvenues fonctionnement	824	511
Charges à payer liées au personnel	3 342	3 686
Charges sociales liées au personnel	1 348	1 462
Total Charges à payer	5 515	5 659
PAR Formation continue	358	342
Total Produits à recevoir	358	342

IV - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 Ventilation des produits d'exploitation (hors reprise sur amortissements et provisions)

(En K€)	31-déc-17	31-déc-16
Droits d'inscription	5 601	5 866
Subventions d'exploitation (1)	122 479	121 496
Prestations de formation continue	3 205	2 942
Autres prestations de services	1 635	1 567
Mise à disposition de personnel facture	298	399
Prestations de recherche	72	270
Produits des activités annexes	294	479
Autres	395	153
Total des produits d'exploitation	133 979	133 172

(1) Les subventions d'exploitation se répartissent comme suit :

(En K€)	31-déc-17	31-déc-16
Subventions de fonctionnement de l'Etat	116 631	113 433
Subventions des collectivités publiques	1 306	2 026
Subventions de l'Union Européenne	572	1 807
Subventions Agence Nationale Recherche	180	313
Autres	3 789	3 917
Total des subventions d'exploitation	122 479	121 496

V - AUTRES INFORMATIONS

5.1 Événements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est survenu entre la date de la clôture de l'exercice et la date d'établissement des comptes annuels.

5.2 Effectifs

Emplois à fin de période	dec-17		déc-16	
	Indiv	ETP	Indiv	ETP
<u>Biatss</u>	828	757	825	748
<i>Titulaires</i>	558	535	527	507
<i>contractuels</i>	270	222	298	241
<u>Enseignants chercheurs</u>	936	912	923	900
<i>Titulaires</i>	647	643	649	645
<i>contractuels</i>	289	269	274	255
TOTAL	1 764	1 669	1 748	1 648

5.3 Engagements financiers

Engagements donnés : néant

Engagements reçus : néant

Université Lumière Lyon 2
Annexe aux comptes annuels
Exercice clos le 31 décembre 2017

PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS 2017	PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS 2016
BILAN	
<u>CREANCES</u>	<u>CREANCES D'EXPLOITATION & CREANCES DIVERSES</u>
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la commission européenne	Autres créances d'exploitation (comptes #44 débiteurs) TVA (soldes débiteurs)
Créances sur les autres débiteurs	Autres créances d'exploitation (comptes #4096+ #42-43-46-47 débiteurs) Autres créances diverses (soldes débiteurs)
<u>DETTES NON FINANCIERES</u>	<u>DETTES D'EXPLOITATION + DETTES DIVERSES</u>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	Fournisseurs et comptes rattachés Versement restant à effectuer sur titres de participation non libérés (#269) (Auparavant en dettes sur immobilisations)
Avances et acomptes reçus	Avances et acomptes reçus sur commande Compte #4419 (avances sur subventions) Autres dettes d'exploitation (Comptes #419)
Autres dettes non financières	Autres dettes diverses (Comptes #46) Autres dettes d'exploitation (Comptes #47)
COMPTE DE RESULTAT	
PRODUITS	
<u>PRODUITS DE FONCTIONNEMENT</u>	
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (Ou subventions et produits assimilés)	
Subventions pour charges de service public	Subventions d'exploitation (Comptes #7411)
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	Subventions d'exploitation (hors comptes #7411 -746 - 7481)
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	Autres produits { compte #6573}
Dons et legs	Subventions d'exploitation (Comptes #746)
Produits de la fiscalité affectée	Pas de mapping LY {#7481 - Produits des versements ouvrant droit à exonération de la taxe d'apprentissage)
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE (Ou produits directs d'activité)	
Produits de cessions d'éléments d'actif	Produits exceptionnels - Produits de cessions d'éléments d'actif
Autres produits de gestion	Produits d'exploitation - Autres produits Produits exceptionnels - sur opération de gestion Produits exceptionnels - Sur opération en capital Produits exceptionnels - Neutralisation des amortissements
AUTRES PRODUITS	
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	Produits exceptionnels - Reprise de provision et transfert de charges Produits d'exploitation - Transfert de charges Produits d'exploitation - Reprise sur amortissement
CHARGES	
<u>CHARGES DE FONCTIONNEMENT</u>	
Achats	Achat de marchandises Variation de stocks de marchandises Achats stockés - Matières premières Achats stockés - Autres approvisionnements Variation de stocks d'approvisionnement
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	Achats de sous-traitance Services extérieurs: personnel intérimaire Services extérieurs: loyers en crédit-bail Autres services extérieurs
<u>CHARGES DE PERSONNEL</u>	
Charges sociales	Charges sociales (hors comptes #647)
Autres charges de personnel	Charges sociales (hors comptes #645)
<u>AUTRES DE CHARGES DE FONCTIONNEMENT</u>	
AUTRES DE CHARGES DE FONCTIONNEMENT (dont pertes pour créances irrécouvrables)	Sur rémunération (hors compte #631 et #632) Autres impôts, taxes et versements assimilés Autres charges de gestion courante Charges exceptionnelles sur opération de gestion Charges exceptionnelles sur opération en capital: valeur comptable des éléments Charges exceptionnelles sur opération en capital
Dotation aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des actifs cédés	Charges exceptionnelles - Dotation aux amortissements et aux provision Dotations aux amortissements et aux provisions - sur immobilisation Dotations aux amortissements et aux provisions - sur actif circulant Dotations aux amortissements et aux provisions - pour risque et charges
<u>CHARGES D'INTERVENTION</u>	
DISPOSITIF D'INTERVENTION POUR COMPTE PROPRE	
Transfert aux ménages	
Transfert aux entreprises	
Transfert aux collectivités territoriales	Charges exceptionnelles - transferts de charges
Transfert aux autres collectivités	